

a exploité, lui-même, cette voie ferrée jusqu'à tout récemment, jusqu'à ce que la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique en eût fait l'acquisition pour transporter les produits de la partie nord de cet Etat jusqu'au bord de la mer, pourrait avec son coton manufacturé redouter la concurrence sur un marché libre?

Nous avons quelques manufacturiers à Saint-Jean. J'admets que quelques-uns auraient à souffrir si le libre-échange était adopté. Des avocats, peut-être, seraient de ce nombre. Un procès s'est déroulé pendant quelque temps devant la cour d'équité de la ville de Saint-Jean, relativement à ces manufactures de coton, et je crois que vingt-et-un avocats étaient engagés dans cette cause. Je le répète, ces avocats n'y trouveraient, peut-être, pas leur compte. Il y a une manufacture de coton dans le comté de Charlotte, et je regrette que des hommes d'affaires du Nouveau-Brunswick aient été amenés à placer leurs capitaux dans cette exploitation et qu'ils aient perdu leur argent. Cette manufacture est passée entre les mains de capitalistes américains, et elle marche maintenant avec le capital américain. Oserait-on me dire qu'une manufacture située sur la frontière de l'Etat du Maine, pouvant obtenir du charbon et la main d'œuvre à meilleur marché que dans l'Etat du Maine, ne peut fabriquer du coton à meilleur marché que dans cet Etat? Je ne sache pas que le libre-échange puisse nuire à qui que ce soit, à l'exception des avocats de Saint-Jean.

La manufacture de coton, assurément, n'aurait pas à en souffrir beaucoup. Je n'ai pas la moindre objection à exprimer mon opinion relativement à la perte de revenu qu'entraînerait, d'après nos amis de la droite, l'adoption du libre-échange. Je suis prêt à affirmer que l'on ne saurait imaginer un système fiscal ou de taxation plus onéreux pour notre province que celui qui existe aujourd'hui. Et je pèse mes paroles avec soin. Je prends les choses telles qu'elles sont aujourd'hui. Je ne suis pas en faveur d'un système de taxe directe et je défie mon honorable ami, le député d'Oxford-sud, de me dire, s'il avait le pouvoir, quel système plus onéreux il pourrait trouver. Quels sont les faits? Que faisons-nous à Saint-Jean et ailleurs? A présent, nous sommes forcés d'exporter le surplus de nos produits pour lesquels nous recevons le prix en or, et nous sommes obligés d'expédier cet or à Montréal et ailleurs pour acheter des marchandises manufacturées. Cela n'est-il pas onéreux pour nous? J'aimerais voir mes honorables amis dans quelques-unes des rues de Montréal, en compagnie de leurs commettants. Ils y verraient les résidences somptueuses, les palais superbes construits par les raffineurs de sucre, les barons de nos filatures de coton et autres qui ont été enrichis par la politique nationale. Ils ne peuvent voir rien de semblable dans le Nouveau-Brunswick.

La question de loyauté a été également soulevée durant la campagne électorale. Mes honorables amis de la droite n'accusent pas ici, ni ailleurs, le parti libéral du Nouveau-Brunswick de manquer de loyauté. Mais j'ai une observation à faire. La remarque que les honorables membres de la droite, lorsqu'ils prennent la parole, au lieu de nous signaler ce qu'ils croiraient être le plus favorable à leurs provinces, ne manquent jamais de relever ce qu'aurait dit l'honorable député d'Oxford-sud, dans l'un de ses discours. Il l'accuse d'avoir manifesté des sentiments déloyaux. Ce dernier, M. l'Orateur, n'a pas besoin d'être défendu par moi, et je ne suis pas

ici pour le défendre; mais je dis que, lors de la campagne électorale qui s'est terminée dans le Nouveau-Brunswick, le 5 mars dernier, on s'est servi injustement d'un extrait du discours prononcé par le député d'Oxford-sud à un banquet tenu à Boston, et la manière injuste dont on s'est servi de ce discours, contribuera beaucoup au succès de quelques-uns des candidats conservateurs du Nouveau-Brunswick. J'ai lu tout le discours de cet honorable député; je l'ai lu même plus d'une fois. Je suis fier de ce discours comme de l'homme qui l'a prononcé, et, en justice pour lui, s'il n'était pas trop tard, je ne ferais que mon devoir en en faisant la lecture. Mais je dirai ceci: Jamais un auditoire de Boston n'avait encore entendu un discours canadien plus patriotique, ou un discours plus d'accord avec les intérêts canadiens. C'est un discours dont tout Canadien a le droit d'être fier. A-t-il déprécié le pays? Il ne l'a pas fait. S'il s'est trompé, c'est d'en avoir parlé trop favorablement. Nos amis, M. l'Orateur, oublient que l'honorable député d'Oxford-sud a parlé dans l'intérêt du Canada devant cet auditoire de Boston. Je ne dis pas qu'il ait essayé d'enlever le bandeau qui recouvre les yeux des hommes d'affaires de Boston; mais nos amis de la droite sont bien trop susceptibles, et, parce que le mot "Saint-Jean" et celui de "Halifax" n'ont pas été prononcés dans ce discours, et, parce qu'il s'agissait surtout de l'avenir de Boston, dans ce discours, ils prétendent qu'une attaque a été dirigée contre Saint-Jean et Halifax. Rien de la sorte n'est arrivé. Ces honorables députés oublient leur géographie. Portez vos regards vers l'ouest et que voyez-vous? Il y a un Nord-Ouest aux Etats-Unis comme il y en a un au Canada. Il y a aussi des provinces maritimes comme il y a une province d'Ontario et une province de Québec, et, M. l'Orateur, le libre-échange dans les provinces maritimes n'aiderait-il pas la ville de Boston? Oui, certainement. Boston, je l'admets, est enserré dans des limites étroites, comparé à la ville de New-York; mais le commerce de Boston rivalise, aujourd'hui, avec celui de la ville de New-York. La ville de New-York jouit, aujourd'hui, d'un commerce qui dépasse sa part légitime.

Si vous pouviez convaincre les citoyens de Boston que, sous la réciprocité absolue, le commerce du Canada-occidental, des provinces maritimes et du Nord-Ouest américain convergerait vers elle, et que sa prospérité s'accroîtrait en proportion, vous rendrez un grand service au Canada. Pour ce qui regarde les citoyens de Saint-Jean, ou les citoyens de Halifax, je ne crois pas que ce soient des hommes comme les représentent les honorables chefs de la droite. Ils ne craignent aucunement d'être privés du commerce qu'ils possèdent déjà dans les ports de Saint-Jean et de Halifax. Je dis que Boston est le marché le plus désirable maintenant pour les provinces maritimes, après leur marché intérieur, et, avec la réciprocité absolue, notre commerce avec Boston s'accroîtrait considérablement. Nous exportons, aujourd'hui, aux Etats-Unis pour environ \$40,000,000. Je parle de mémoire seulement. Si nous avions le libre-échange, peut-on douter que ce commerce d'exportation, d'ici à une quinzaine d'années, puisse atteindre \$80,000,000? Et me direz-vous que l'honorable député d'Oxford-sud n'était pas justifiable de déclarer aux citoyens de Boston que Boston profiterait plus du libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis que toute autre ville américaine? Nos amis de Saint-Jean